

Accoutumés, depuis tant d'années, aux discordes communautaires et aux réformes institutionnelles partielles, les francophones ont fini par s'assoupir, bercés de l'illusion qu'ils allaient toujours s'en sortir sans grand dommage et sans devoir prendre leur destin en main. Aujourd'hui, à l'heure du réveil, ils réalisent soudain qu'ils doivent l'affronter dans un état d'impréparation ahurissant. Il leur faut faire leur deuil d'une certaine Belgique unie et rassurante, qui ne se transforme qu'à petits pas, au fil d'une évolution douce de ses institutions, et qui finit toujours par trouver ce fameux « compromis à la belge » que, nous aimons le penser, la terre entière nous envierait.

Faire son deuil consiste à passer du registre de la perte à celui du projet. Il s'agit de se départir de ce fatalisme consistant à valoriser le passé, noircir le présent et se sentir menacé par un avenir funeste. Si l'analyse des raisons de la crise est nécessaire, c'est seulement pour aider à la dépasser, à fonder le projet sur la compréhension fine des difficultés et des obstacles mêmes qui l'ont empêché jusqu'ici. Analyser pour fonder le projet et esquisser les lignes de force de ce projet, tel est le binôme du présent dossier.

Des réformes fondamentales sont inéluctables. Soit, dans le désarroi, francophones, Wallons ou Bruxellois les subissent, soit, dans la détermination, ils les assument et se construisent une nouvelle manière de vivre ensemble. S'il leur faut négocier efficacement avec les Flamands leurs demandes de réformes, les francophones ne peuvent soumettre leur propre discussion interne à l'arbitrage flamand.

La finalité des négociations entre les francophones de Wallonie et de Bruxelles va bien au-delà de l'élaboration d'un cadre institutionnel et de projets strictement politiques. Ceux-ci doivent participer du développement d'un vouloir vivre commun qui suppose non seulement l'élaboration de structures politiques et administratives légitimes mais, conjointement, le renforcement d'une société civile et la participation des citoyens. À l'échelle de la francophonie, l'ajustement des institutions politiques et de la société doit être

un principe directeur. Sans populisme aucun, cela implique de donner plus de poids à ce que vivent effectivement les citoyens et disent les acteurs sociaux qu'aux principes abstraits. Concrètement, il s'agit de faire exister, politiquement, économiquement, socialement et culturellement l'espace Wallonie-Bruxelles sans gommer pour autant les particularités de ses composantes et en le conjuguant avec d'autres niveaux et d'autres registres de structuration de l'espace public et politique. On pense tout particulièrement ici à Bruxelles avec ses Flamands bruxellois (ou ses Bruxellois flamands) qui en font tout aussi intégralement partie que la majorité francophone.

Qu'on ne se fasse aucune illusion : ce sera un travail collectif de longue haleine, jalonnés d'épreuves, de conflits et de doutes, qui sont, écrivait Lefort, la fatalité de la démocratie. Comme composante de l'espace public, La Revue nouvelle, a un rôle à jouer dans cet effort collectif. Instance de débat, elle tentera de favoriser l'expression de propositions et d'idées, de les comparer, de les soutenir quand elles sembleront susceptibles de rencontrer les objectifs que nous pensons souhaitables. Notre responsabilité collective est aujourd'hui de contribuer à l'élaboration d'un projet crédible pour le futur de notre pays. Ce n'est qu'à cette condition que l'on pourra cesser de regarder vers le passé pour comprendre que le défi qui nous est proposé est de faire vivre la société dans un contexte inédit en lui proposant les formes institutionnelles et politiques qui garantissent les solidarités nécessaires, le développement et la démocratie.

Dans les textes qui composent ce dossier, les analyses conduisent à poser les jalons du projet nécessaire. En distinguant les raisons lointaines et proches de la crise, en historicisant les tensions politiques, en clarifiant les catégories lexicales utilisées au Nord et au Sud pour lire et construire les événements, en insistant sur la fragilité des formes étatiques dans le contexte de la mondialisation et du néolibéralisme, en montrant comment les positions des uns et des autres, et singulièrement du partenaire flamand, se sont construites au fil d'expériences tourmentées inscrites dans une histoire concrète, en déchiffrant les nuances des positions au sein des entités politiques trop vite substantifiées, les analyses de ce dossier conduisent à formuler les conditions d'un projet positif, à imaginer les scénarios possibles et souhaitables, et surtout à montrer l'impérieuse nécessité de changer désormais de méthode. Une petite dizaine de plumes et voix d'intellectuels, de journalistes et d'universitaires, internes et externes à La Revue nouvelle, flamandes et francophones, proposent ici un ensemble substantiel de contributions qui composent la rampe de lancement pour l'année 2008 de la discussion et de l'élaboration du projet que nous appelons de nos vœux. ■

RN